

Place financière durable soumise au vote

INITIATIVE La proposition de texte vise notamment à interdire aux acteurs de la place suisse d'apporter des financements à de nouveaux projets d'exploitation d'énergie fossile. Elle s'inscrit à contre-courant du recul mondial de la durabilité

ÉTIENNE MEYER-VACHERAND

Lancée en novembre 2024, l'initiative sur la place financière a récolté suffisamment de signatures pour passer à l'étape suivante. La coalition à son origine affirme dans un communiqué publié hier avoir récolté plus de 145 000 signatures. Elle estime qu'il s'agit d'un signal démontrant «que la population helvétique soutient une place financière durable et tournée vers l'avenir». Une assertion qui devra désormais être confirmée par les urnes.

Le comité de l'initiative rassemble des personnalités politiques du PLR, des Vert-e-s, du PS, des Vert'libéraux, du Centre et du PS, mais aussi des organisations non gouvernementales comme le WWF ainsi que des représentants du milieu financier. Le texte vise à interdire aux acteurs de la place financière de soutenir par des fonds ou des services d'assurance l'exploitation de nouveaux gisements d'énergie fossile ainsi que l'expansion de ceux déjà existants.

Assurances, crédits bancaires, gestion d'actifs, gestion de fortune... L'objectif est de couvrir l'ensemble des activités du secteur. Les initiants demandent cependant «des exceptions pour les participants aux marchés financiers dont les activités ont un impact minime sur l'environnement» et visent uniquement les activités menées à l'étranger.

«Si l'on prend en compte les émissions indirectes du secteur, ce que l'on appelle le scope 3, elles apparaissent surtout à l'échelle internationale», souligne Antoine

Mach, associé et directeur général de Covalence (société genevoise spécialisée dans l'évaluation de la performance environnementale, sociale et de gouvernance), qui ne fait pas partie du comité à l'origine de l'initiative mais le soutient.

Un débat sain

Par ses investissements et ses placements financiers, la place helvétique est responsable d'un volume de CO₂ plusieurs fois supérieur à l'ensemble des émissions nationales, relèvent les initiants. La place financière suisse gère «un bon cinquième des actifs transfrontaliers investis dans le monde», rappellent-ils.

Le comité de l'initiative espère que ces règles pousseront les

acteurs du secteur à réinvestir ces fonds dans des activités soutenant le développement durable. L'initiative prévoit la création d'une autorité de surveillance dotée d'une capacité de sanction. Cette initiative intervient dans un contexte de recul de la finance durable à l'échelle mondiale. Durant l'année écoulée, de nombreuses grandes banques se sont retirées de la Net-Zero Banking Alliance, dont UBS, JPMorgan, Goldman Sachs ou encore HSBC, à la suite de l'élection de Donald Trump.

Cette coalition lancée en 2021 par l'ONU regroupait des établissements bancaires s'étant engagés à aligner leurs activités de prêt et d'investissement avec un objectif de neutralité carbone

d'ici à 2050. Elle a cessé ses activités en octobre dernier.

De nombreux acteurs, dont les assureurs Swiss Re et Zurich, ont également décidé de ne plus faire valider leurs objectifs climatiques

des gestionnaires de fortune et des fonds de pension, on observe qu'il y a de moins en moins de critères stricts concernant la durabilité. Il y a effectivement un creux de la vague, reconnaît

L'initiative prévoit la création d'une autorité de surveillance dotée d'une capacité de sanction

par la Science Based Targets Initiative. Lancée en 2015, celle-ci vise à évaluer les objectifs de réduction des émissions des participants selon des critères scientifiques.

«Si on observe les politiques d'investissements des banques,

Antoine Mach. Mais on voit aussi que les fonds de pension continuent de s'inscrire dans une démarche de soutien aux investissements durables. A mon sens, c'est le bon moment pour envoyer un signal aux marchés.»

Le lancement de cette initiative a déjà suscité des critiques. Dans un contexte où d'autres pays se désengagent, les mesures prévues par les initiants ne risquent-elles pas d'affaiblir la place helvétique? «Il y a une volonté de la Suisse d'être un leader de la finance durable, cela fait partie d'une stratégie fixée par le Conseil fédéral», rappelle Antoine Mach. Pour l'entrepreneur, l'effet serait plutôt favorable à la place financière suisse. «Si cette initiative est acceptée, elle sera discutée au parlement. Il me semble qu'elle laisse une marge de manœuvre suffisante pour une application concrète pragmatique, qui ne soit pas trop douloureuse pour certains acteurs, poursuit-il. Et même si elle n'est pas adoptée, il est sain d'avoir ce débat.» ■

«Le texte poursuit un objectif important mais rate sa cible»

RÉACTIONS L'initiative «Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir» rassemble des soutiens dans tous les partis, sauf l'UDC. Elle suscite aussi de vives critiques, à droite de l'échiquier politique et dans le secteur bancaire, notamment de l'Association suisse des banquiers

CÉLINE ZÜND

Le comité de l'initiative «Pour une place financière suisse durable et tournée vers l'avenir» rassemble des personnalités politiques du PLR, des Vert-e-s, du PS, des Vert'libéraux, du Centre et du PS, des ONG comme le WWF ainsi que des représentants du milieu financier. Un projet perçu par ses opposants comme inutile et nuisible.

L'Association suisse des banquiers (ASB) rejette ce texte qui «poursuit un objectif important, mais rate sa cible». Sur un

marché financier mondialisé, un retrait des établissements suisses «imposé par l'Etat» n'aurait pas d'impact significatif pour réduire les émissions internationales, ou protéger la biodiversité, estime la faitière. Les financements seraient repris rapidement par des prestataires étrangers, souvent soumis à des règles moins strictes, ajoute l'organisation. En écartant de facto les établissements financiers étrangers, l'initiative priverait en outre les banques suisses de leur capacité d'influence auprès d'entreprises «particulièrement concernées par les enjeux climatiques».

«Les grands établissements financiers sont déjà tenus, en vertu de diverses lois, ordonnances et circulaires, de publier leurs stratégies climatiques et leurs plans de transition, de réaliser des analyses de scénarios et d'intégrer systématiquement les risques liés au climat et à la biodiversité dans leur ges-

tion des risques», réagit encore l'ASB. Cette initiative «ne ferait donc que reproduire en grande partie la réglementation existante, sans apporter de contribution supplémentaire à la réalisation des objectifs».

Une Suisse moins attractive

«Je comprends l'impatience face à la lenteur de la transition», réagit Jürg Grossen, président des Vert'libéraux. Il reconnaît que l'initiative cible «un vrai problème», mais il doute de la pertinence de la réponse proposée par les initiants et appelle de ses vœux un contre-projet du Conseil fédéral «qui permettra un vrai débat». Le conseiller national bernois déplore en outre que l'initiative ne respecte pas le principe selon lequel chaque pays doit réduire ses émissions sur son territoire. «L'effort devrait porter en priorité sur la Suisse, pour décarboner l'industrie, la mobilité et la construc-

tion. Beaucoup d'entreprises disposent déjà de stratégies de neutralité carbone, mais elles n'en sont pas toutes au même stade de mise en œuvre.» Le risque, c'est de «voir des entreprises quitter la Suisse», ajoute l'élu.

Un avis partagé par Andri Silberschmidt, conseiller national PLR zurichois, vice-président du PLR, clairement opposé à cette initiative: «Dans un contexte de forte concurrence, il faut renforcer le secteur bancaire, pas l'affaiblir par une surréglementation», estime l'ancien banquier pour qui les établissements ont déjà développé une offre de produits durables. Il rappelle que «les banques ne sont que des prestataires de services. Les décisions d'investissement relèvent avant tout des investisseurs eux-mêmes.» Il estime enfin que: «de nombreuses entreprises financent leurs transitions grâce à leurs investissements dans les énergies fossiles.» ■